

L'ONEE annonce de gros investissements dans l'eau

• 25,5 milliards de DH sur cinq ans

• Dessalement, traitement des eaux usées, renforcement de l'approvisionnement...

EN attendant l'adoption du nouveau contrat-programme le liant avec l'Etat, l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) affiche ses ambitions. Il compte investir, entre 2019 et 2023, 51,6 milliards de DH dont la moitié réservée au secteur de l'eau. L'alimentation en eau potable des zones urbaines absorbera 15,2 milliards de DH. Objectif: permettre le renforcement de la production de 12,4 m³/s supplémentaires et la pose de 3.400 km de conduite. Durant ce quinquennat, plusieurs projets sont programmés pour répondre aux besoins croissants de la population suite à l'urbanisation. L'approvisionnement en eau potable de la ville de Marrakech sera renforcé à partir du barrage Al Massira à raison d'un débit de 2.500 litres/seconde. Fès et Meknès seront alimentées par un débit additionnel de 2.000 litres/seconde à partir du barrage Idriss 1er. Le Grand Agadir absorbera un débit supplémentaire estimé à 1.740 litres/seconde produits par la station de dessalement de l'eau de mer. L'alimentation en eau potable de Souk Larbaa et les régions avoisinantes sera renforcée par un débit de 330 litres/seconde à partir du barrage Oued El Makhazen. L'extension de la station de dessalement de l'eau de mer de Laâyoune d'une capacité additionnelle de 300 litres/seconde. Pour répondre aux besoins des habitants de la ville de



Les besoins en eau potable ne cessent de croître. Selon les estimations de l'ONEE, ils devront se situer à 1,3 milliard de m³ en 2020, à 1,44 milliard de m³ en 2025 et à 1,58 milliard en 2030 (Ph. L'Economiste)

Guercif, un débit additionnel de 300 litres/seconde à partir du barrage Targa Oumadi. Côté financement, la KfW, mandatée par le ministère allemand de la Coopération économique et du développement, a accordé à l'ONEE des prêts et dons de 69,5 millions d'euros (près de 700 millions de DH) pour la réalisation de plusieurs projets d'approvisionnement en eau potable dans les petits et moyens centres ainsi que pour la construction d'une station de dessalement d'eau de mer.

Le monde rural n'est pas en reste. L'Office investira également 5,7 milliards

de DH dans la généralisation du raccordement du monde rural au réseau national. Plusieurs projets sont programmés qui devront porter le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural à 99,3 % (contre 97% en 2018) au profit d'une population

principales stations: Laâyoune (18.600 m³/j), Ain Aouda (10.000 m³/j), Bni Ns-sar/ Atlyoun (7.000 m³/j) et Imzouren/Bni Bouayach (13.000 m³/j).

En 2018, l'ONEE gère 128 centres ciblant une population de 5,4 millions de

Où est le contrat-programme?

LE contrat-programme de l'ONEE avec l'Etat tarde à venir. En préparation depuis plusieurs années, cette deuxième convention est annoncée avant la fin de 2019. Le contrat-programme 2019-2023 devra pallier les contre-performances enregistrées par son précédent (2014-2017) en raison du retard accusé dans la réalisation des engagements liés à la fusion des structures des activités de l'électricité et de l'eau, au développement des synergies entre les deux métiers, à l'externalisation de la Caisse commune de retraite (CCR) ainsi qu'à la cession des actifs non liés à l'exploitation. Le futur contrat-programme permettra à l'Office de se recentrer sur ses principales missions et le recours à d'autres modes de financement (PPP...). Objectif: stabiliser le stock de la dette dont l'encours s'élevait, en 2017, à 58,249 milliards de DH pour un taux d'endettement de 54% (hors dettes sociales) et réduire le recours direct au budget général de l'Etat. Le prochain contrat-programme devra prendre également en compte l'entrée en lice de l'Agence nationale de régulation de l'électricité (ANRE) et la mise en œuvre effective de la restructuration à la fois du secteur et institutionnelle (régionalisation, transferts des actifs des énergies renouvelables de l'ONEE à Masen...).

additionnelle de plus de 308.000 habitants.

Un budget de 4,6 milliards de DH sera alloué à l'assainissement liquide. Il servira à la réalisation de 64 nouvelles stations d'épuration des eaux usées d'une capacité de plus de 157.000 m³/j. La période 2019-2023 verra la mise en service de 4

personnes, soit une couverture nationale de 88,4%. Sur ce total, 107 stations d'épuration des eaux usées, d'une capacité de 395.000 m³/j, sont opérationnelles (dont 24 réalisées entre 2016 et 2018). Elles ont permis de réduire la pollution de l'ordre de 77,4%, précise l'Office. □

Nadia DREF